

MESSAGE N° 70
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret prorogeant
le décret relatif à l'encouragement aux fusions
de communes

20 mai 2003

Le présent message porte sur l'utilisation des moyens du fonds de fusion, créé par le décret du 11 novembre 1999 relatif à l'encouragement aux fusions de communes (RSF 141.1.1). Il concerne également les modalités prévues pour les projets de fusion actuels et futurs, comportant notamment aussi la motivation d'un besoin financier complémentaire de l'ordre de 16 millions de francs. Cela devrait permettre d'octroyer une aide financière aux communes déposant leur demande dans les délais prescrits par le décret précité.

Le présent message s'articule comme suit:

1. Fusions réalisées depuis l'entrée en vigueur du décret de fusion
2. Projets en cours
3. Evolution future
4. Décisions de principe quant à la poursuite de la politique d'encouragement des fusions
5. Gestion des demandes futures
6. Modalités de gestion et ordre de priorité retenus par le Conseil d'Etat
7. Montant et modalités du financement complémentaire demandé
8. Conséquences en personnel
9. Politique d'information et avis des milieux concernés
10. Commentaire du projet de décret

1. FUSIONS RÉALISÉES DEPUIS L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU DÉCRET DE FUSION

Le nouveau régime de fusion, issu du décret du 11 novembre 1999, devait répondre à de nouvelles exigences. Si les modalités appliquées jusqu' alors étaient bien adaptées, l'accélération du rythme des fusions n'était plus compatible avec des mécanismes de calcul, fort complexes. Il s'agissait par conséquent d'opérer une simplification administrative. Les nouvelles modalités d'encouragement, appliquées dès le 1^{er} janvier 2000, instaurent un système de subvention forfaitaire qui tient compte avant tout de la capacité financière des communes qui fusionnent. Ainsi, les communes candidates à la fusion peuvent connaître d'avance le montant de l'aide cantonale qui leur est octroyé, ce qui permet de promouvoir aussi une accélération du processus. L'aide ainsi accordée doit avoir un effet incitatif. Elle doit permettre une augmentation du rythme et du nombre de fusions. Elle doit également pallier, dans une certaine mesure, les effets «pervers» que peut entraîner une fusion, principalement dans le domaine fiscal. Ces effets peuvent apparaître dès lors qu'une des communes doit subir une augmentation de son coefficient fiscal dans le cadre de la fusion. L'effet finalement recherché est d'encourager les communes à fusionner en permettant d'atténuer certaines conséquences et d'éviter que les questions financières rendent trop difficile, voire impossible, la mise en œuvre d'un tel processus.

En d'autres termes, le rôle de la subvention est d'introduire une mesure d'incitation. L'objectif principal de la subvention est d'augmenter la taille moyenne des communes en les encourageant à fusionner. L'objectif second

est d'accélérer le rythme des fusions. Les résultats peuvent être observés à la lueur des indicateurs suivants:

- Taille moyenne des nouvelles communes
- Taille optimale des nouvelles communes
- Nombre de fusions réalisées depuis l'entrée en vigueur du décret par rapport à la situation qui prévalait

La taille optimale est fondée sur la constatation qu'il n'est pas possible de déterminer une taille idéale, la taille variant selon les tâches assumées. La notion de taille optimale se fonde sur une approche développée par l'Université de Fribourg qui s'est appuyée pour délimiter un nouveau découpage communal, sur les données des collaborations intercommunales déjà institutionnalisées. La méthode proposée part de l'idée que des espaces intercommunaux existants, s'ils coïncident, permettent de former des «noyaux forts» servant de périmètre pour une nouvelle commune issue d'une fusion des communes partenaires (Bernard Dafflon, «Fusions de communes: éléments d'étude pour une dimension de référence», Working Papers n° 327, Université de Fribourg, Chaire de finances publiques, Fribourg, le 5 août 1999).

Pour la taille moyenne, une valeur de 1000 habitants au moins est souhaitée. Des circonstances particulières peuvent toutefois empêcher que cet objectif soit atteint (enclave, refus de certaines communes, etc.).

Quant à l'accélération du rythme, il n'existe pas en soi de valeur seuil, c'est la comparaison avec la situation existant avant le 1^{er} janvier 2000 qui doit faire l'objet d'une comparaison.

Les résultats sont les suivants:

Taille moyenne

Seules deux fusions, sur les 18 réalisées, n'atteignent pas la taille de 1000 habitants. Il s'agit de la fusion des communes de Gillarens, Promasens et Rue ainsi que celle d'Estavayer-le-Gibloux, Ruyres-Saint-Laurent, Villarlod et Villarsel-le-Gibloux qui réunissent une population légale de respectivement 943 habitants et 924 habitants. Dans les autres cas, la taille s'échelonne de 1114 habitants à 2708 habitants. La taille moyenne des nouvelles communes est de 1550 habitants. La taille des communes fribourgeoises avant le processus de fusion était de 622 habitants (état au 31.12.1968) alors qu'elle est aujourd'hui de 1182 habitants (état au 31.12.2001).

Taille optimale

57 communes sur 61 ont fusionné dans le périmètre prévu dans l'étude citée ci-dessus.

Augmentation du rythme et du nombre

Du 1^{er} janvier 2000 au 1^{er} janvier 2003, 18 fusions qui concernaient 61 communes (voir annexe I) ont été réalisées, soit en moyenne annuelle 6 fusions qui concernaient 20 communes, alors qu'avant le 1^{er} janvier 2000 et durant 32 ans, 32 fusions qui concernaient 71 communes ont été réalisées, soit en moyenne annuelle 1 fusion qui concernait 2 communes par an.

Il faut enfin noter que les fusions réalisées depuis le 1^{er} janvier 2000 ont été subventionnées à hauteur de 12 586 864 francs. La part à charge du canton, soit 70 %, s'élève à 8 810 805 francs, le solde de 30 %, soit 3 776 059 francs, est à la charge de l'ensemble des communes.

2. PROJETS EN COURS

A ce jour, le Service des communes est en possession de 6 demandes de fusion, à différents stades d'avancement, et dont les entrées en vigueur sont en principe prévues pour le 1^{er} janvier 2004. La liste exacte et l'état des dossiers figurent dans l'annexe II. Si tous ces projets se réalisent, le solde du fonds de fusion se montera à 4 065 213 francs.

3. ÉVOLUTION FUTURE

Le Service des communes a procédé en mars 2003 à une demande de renseignements auprès de toutes les communes du canton pour connaître les éventuels projets de fusion qui pourraient être déposés d'ici au 31 décembre 2004. Cette démarche avait pour but d'établir la nécessité d'un financement complémentaire du fonds de fusion. De plus, elle devait permettre d'en chiffrer le montant nécessaire.

Les résultats de cette enquête figurent dans l'annexe III.

4. DÉCISIONS DE PRINCIPE QUANT À LA POURSUITE DE LA POLITIQUE D'ENCOURAGEMENT DES FUSIONS

Au regard du nombre des projets de fusion en cours, d'une part, et de l'insuffisance vraisemblable des moyens financiers déjà avant l'échéance du décret du 11 novembre 1999, d'autre part, il convient de prendre une décision de principe quant à la poursuite de la politique d'encouragement des fusions.

Compte tenu de l'opinion clairement exprimée par la Commission des fusions de communes du Grand Conseil et par la Commission des subventions, l'option de se limiter purement et simplement aux moyens du fonds tels que prévus par le décret du 11 novembre 1999 peut être écartée.

A l'opposé, une prolongation du décret du 11 novembre 1999, dans le sens où les délais pour le dépôt d'une demande de subvention seraient reportés, ne doit pas être prévue; cela serait en effet inéquitable à l'égard des communes qui ont entrepris les démarches nécessaires pour respecter le délai du 31 décembre 2004. A cet égard, le Conseil d'Etat a rappelé à plusieurs reprises que ce délai ne serait pas prolongé.

Ne sauraient donc bénéficier d'une aide financière que les projets préparés et remis au Conseil d'Etat dans les délais et selon les conditions prévues par le décret du 11 novembre 1999. En revanche, il s'avère que les moyens du fonds seront insuffisants pour financer les projets connus à ce jour. Aussi, apparaît-il opportun de prévoir un financement complémentaire du fonds, ce qui est le but du présent projet de décret.

A noter que le canton aura consenti depuis 1969 un effort très important. En effet, sous l'ancien régime de fusion qui a prévalu jusqu'à fin 1999, c'est un montant de 21 millions de francs qui a été versé. Enfin, en cas d'adoption du présent décret, l'Etat versera pendant 4 ans un montant de plus de 11 millions de francs supplémentaires au fonds de fusion en plus des 14 millions de francs déjà prévus, si bien qu'au terme des 4 ans prévus par le décret, il aura versé au total plus de 46 millions de francs. La part des communes se sera élevée quant à elle, à 10,8 millions de francs.

5. GESTION DES DEMANDES FUTURES

5.1 Législation générale sur les subventions

La loi sur les subventions (LSub, RSF 616.1) et son règlement d'exécution (RSub, RSF 616.11) constituent une législation générale et complémentaire par rapport à des actes législatifs spéciaux en la matière, tel que le décret d'encouragement aux fusions de communes. S'agissant de la situation où les moyens disponibles ne permettent pas de donner une suite favorable à toutes les demandes déposées, la législation générale prévoit les dispositions suivantes:

Art. 32 LSub Subordination des engagements aux crédits disponibles

¹ A l'exception des cas où le requérant peut faire valoir un droit à l'obtention d'une contribution individuelle, les décisions d'octroi de subventions ne peuvent en principe être prises que dans les limites des crédits d'engagement ou des crédits budgétaires approuvés par le Grand Conseil. Au besoin, les montants retenus dans le plan financier sont également pris en considération.

² Lorsque le volume des crédits ne suffit pas à couvrir toutes les demandes de subventions, la Direction compétente établit un ordre de priorité qui s'applique aux demandes pendantes et à celles qui seront déposées ultérieurement.

³ Les demandes qui, compte tenu des priorités établies et des crédits disponibles, ne peuvent faire l'objet d'une décision d'octroi sont:

- a) gardées en suspens jusqu'à l'ouverture d'un nouveau crédit d'engagement ou jusqu'à la disponibilité d'un crédit budgétaire, ou
- b) rejetées.

Art. 13 RSub Ordre de priorité (art. 32 al. 2 LSub)

L'ordre de priorité régissant le traitement des demandes de subventions est établi en se référant aux objectifs fixés dans la législation spéciale.

5.2 Application de ces principes aux fusions de communes

Le décret d'encouragement aux fusions en vigueur rappelle la règle de la subordination des subventions aux moyens disponibles. L'article 8 al. 5 mentionne le délai de versement de l'aide financière, octroyée aux communes dans la décision préalable du Conseil d'Etat. Il va cependant de soi que l'octroi de l'aide financière est également subordonné à la disponibilité des moyens. Ceci ne figure toutefois pas expressément dans le décret. Celui-ci prévoit uniquement qu'il n'y a pas de droit à l'obtention d'une subvention (art. 4 al. 2 du décret du 11 novembre 1999). Cette disposition vise plus particulièrement le bénéficiaire. En revanche, en ce qui concerne l'autorité d'octroi, on doit admettre qu'elle ne saurait rendre des décisions d'octroi sans avoir à disposition des moyens financiers suffisants (cf. art. 32 al. 1 LSub).

Ces principes ont été suivis dans les projets de fusion jusqu'ici. En fait, même avant l'épuisement des moyens financiers du fonds approvisionné selon le décret du 11 novembre 1999, les communes seront avisées que

l'octroi de la subvention ne saurait se faire que sous réserve des disponibilités du fonds de fusion.

5.3 Ordre de priorité en cas d'insuffisance des moyens

Dans l'hypothèse où l'ensemble des demandes déposées à temps ne peut être satisfait, il convient d'établir un ordre de priorité conformément à l'article 32 al. 2 LSub et à l'article 13 RSub. L'établissement de l'ordre de priorité doit se faire indépendamment du financement complémentaire accordé en vertu du présent projet de décret. En effet, compte tenu des projets en cours, on ne peut pas exclure aujourd'hui que même les montants complémentaires du fonds soient insuffisants au vu des demandes qui pourraient être déposées d'ici au 31 décembre 2004 (cf. ch. 2 et 3 ci-dessus).

5.3.1 Modalités de gestion des projets de fusion

Les communes envisageant une fusion soumettent leur demande accompagnée du projet de convention au Service des communes pour examen préalable. Cet examen préalable, avant la signature de la convention par les conseils communaux, s'est fait jusqu'ici sans exception. Le Service des communes effectue un examen du projet en faisant appel, au besoin, aux autres services de l'Etat, suivant les clauses prévues par la convention. Selon le contenu des documents remis, les dossiers peuvent requérir un ou plusieurs aller-retour entre les porteurs du projet et l'Etat jusqu'à ce que le dossier puisse être soumis au Conseil d'Etat pour la décision préalable, cela conformément à l'article 8 al. 1 et 2 du décret du 11 novembre 1999.

Le critère observé pour la gestion des dossiers est la chronologie de leur dépôt, respectivement des corrections ou compléments effectués au gré de l'examen préalable.

En ce qui concerne l'octroi de l'aide financière, le projet devait répondre aux conditions d'octroi fixées à l'article 4 al. 1 du décret du 11 novembre 1999. Jusqu'à présent, le Conseil d'Etat n'a dû refuser aucun projet pour non-conformité à cette disposition. Les éventuels problèmes existants ont été résolus au cours de la procédure d'examen préalable précédant la décision du Conseil d'Etat.

Enfin, compte tenu de la disponibilité des moyens financiers, le besoin d'établir un ordre de priorité ne s'est pas fait sentir jusqu'à présent.

5.3.2 Critère chronologique appliqué

5.3.2.1 Jusqu'à épuisement des moyens du fonds approvisionné selon le décret du 11 novembre 1999

De facto, un critère de chronologie a été appliqué jusqu'à présent pour le traitement des dossiers, comportant toutefois également une composante «qualitative» dans ce sens qu'un dossier présentant des lacunes passait inévitablement après un dossier complet et conforme au droit, même si le second était entré après le premier.

5.3.2.2 A épuisement des moyens du fonds approvisionné selon le décret du 11 novembre 1999 et/ou selon le présent décret complémentaire

Le critère chronologique doit continuer à être appliqué lorsque le montant du fonds sera insuffisant. Il y aura

alors une dernière demande qui elle ne touchera peut-être pas le montant total de la subvention mais uniquement une partie de celle-ci. Il pourra même arriver que deux ou plusieurs demandes soient déposées le même jour et qu'alors le montant du fonds devienne insuffisant. C'est dans ces cas de figure que l'ordre des priorités retenu est déterminant.

5.3.3 Organe compétent pour l'établissement de l'ordre de priorité

Aux termes de l'article 32 al. 2 LSub, la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF) serait compétente pour établir l'ordre de priorité. Cependant, le décret de fusion attribue au Conseil d'Etat la compétence d'octroyer l'aide financière. Il est dès lors opportun que l'ordre de priorité soit fixé en l'occurrence par la même autorité. En adoptant le présent message, le Conseil d'Etat exerce dès lors cette compétence et fixe l'ordre de priorité et les modalités de sa mise en œuvre (cf. ch. 6 ci-dessous).

6. MODALITÉS DE GESTION ET ORDRE DE PRIORITÉ RETENUS PAR LE CONSEIL D'ÉTAT

Tenant compte de toutes ces considérations, le Conseil d'Etat détermine les modalités suivantes applicables à toutes les demandes de fusion:

6.1 Exigences liées au dépôt de la demande d'aide financière

Le respect de l'échéance du 31 décembre 2004 se rattache au dépôt de la demande d'aide financière. Celle-ci se fait par le dépôt d'une convention de fusion signée par les conseils communaux et qui respecte les dispositions du décret de fusion du 11 novembre 1999 et de la loi sur les communes. Cette demande signée doit par conséquent impérativement contenir le nom de la nouvelle commune et ses armoiries. Les autres éléments de la fusion, si la convention n'en fait pas mention, sont réglés par la loi sur les communes (art. 133ss LCo).

Il est cependant extrêmement rare que les projets de fusion ne contiennent pas d'autres clauses réglant des éléments facultatifs. Aussi est-il important de s'assurer que ceux-ci ne soient pas contraires à la loi sur les communes ou à d'autres actes législatifs. Le moyen le plus efficace et le plus économique pour assurer cette conformité consiste en un examen préalable auprès du Service des communes, qui assure la coordination de la procédure et qui prépare les dossiers pour la DIAF, à l'intention du Conseil d'Etat.

La convention signée et déposée avant le 31 décembre 2004 et qui comportera encore certaines erreurs et/ou lacunes sera assortie d'un bref délai supplémentaire de 3 mois au maximum et sans préjudice du respect de l'échéance, afin d'apporter les corrections nécessaires. En cas de non-respect du délai fixé, le terme déterminant sera le dépôt de la nouvelle demande corrigée et signée.

La composition du regroupement convenu par les conseils communaux ne pourra toutefois plus être modifiée sous peine de péremption de l'aide financière au-delà du délai échéant le 31 décembre 2004. Si la convention est remise avant cette échéance et qu'une modification du

regroupement des communes est malgré tout apportée, c'est la date du nouveau dépôt qui sera prise en considération pour fixer l'ordre de chronologie.

6.2 Traitement des demandes pour lesquelles les moyens du fonds selon le décret du 11 novembre 1999 sont insuffisants

Si les moyens du fonds actuels devaient s'avérer insuffisants avant la promulgation du présent décret, les demandes de subvention seraient mises en suspens selon l'ordre chronologique de leur dépôt (demande répondant aux conditions fixées par le décret du 11 novembre 1999 et la loi sur les communes). Ce critère étant implicitement appliqué aujourd'hui alors que le fonds est encore suffisamment approvisionné, il convient de le maintenir. En effet, ce critère contribue à la sécurité juridique et favorise la prévisibilité car il évite la combinaison de plusieurs autres critères (capacité financière des communes, taille de la nouvelle commune, nombre de communes faisant partie de la fusion, entrée en vigueur de la fusion, critères tirés des objectifs de la politique d'encouragement). Il évite également le résultat aléatoire de leur application parce que dépendant de la nature des autres projets «concurrents». De surcroît, le critère de la chronologie renforce l'idée du dynamisme dans le mouvement des fusions car plus vite un dossier est finalisé, plus les chances d'obtenir une aide financière augmentent. Enfin, ce critère respecte au mieux le caractère volontaire des fusions, ce qui correspond à une autre ligne directrice de la politique d'encouragement des fusions de communes.

Les demandes de subventions mises éventuellement en suspens, sous réserve de l'adoption du présent décret par le Grand Conseil, pour cause d'insuffisance des moyens du fonds actuel, seraient traitées dès la promulgation du présent décret. Les subventions seront quant à elles versées selon les modalités prévues dans le décret.

6.3 Traitement des demandes pour lesquelles les moyens du fonds alimenté par le décret prorogé ne suffisent plus

D'abord, il sied de rappeler que les demandes déposées tardivement, c'est-à-dire après le 31 décembre 2004, ne pourront pas être prises en considération (art. 10 al. 2 du décret de fusion du 11 novembre 1999, ch. 4 du présent message).

Si, suivant l'ordre chronologique des demandes, le montant du fonds alimenté devient insuffisant, la subvention de la dernière demande n'est versée que partiellement, voire n'est plus versée du tout. Si deux ou plusieurs demandes sont déposées le même jour et que le montant du fonds devient de ce fait insuffisant, les demandes qui respectent les conditions d'octroi sont traitées conjointement et le montant du fonds encore à disposition est réparti provisoirement proportionnellement entre les différentes demandes. Si par la suite une de ces demandes ne parvient pas à remplir les conditions prévues dans le présent décret, à savoir faire adopter la convention de fusion jusqu'au 30 avril 2005 par les législatifs et faire entrer en vigueur la fusion au 1^{er} janvier 2006, le montant prévu pour le projet est réparti proportionnellement entre les autres demandes qui elles aboutissent.

Quel sera le sort des demandes déposées dans les délais, mais pour lesquelles le Conseil d'Etat n'aura plus les moyens financiers ? Aux termes de l'article 32 al. 3 LSub,

ces demandes devront être rejetées (let. b de la disposition citée). En effet, matériellement le présent projet constitue déjà un financement complémentaire du programme politique qu'est l'encouragement des fusions de communes. Le Conseil d'Etat estime qu'il ne pourra pas solliciter une nouvelle fois des ressources financières complémentaires. En outre, il convient de tenir compte du fait que la révision de la Constitution nécessitera, le moment venu, de prévoir une série de travaux législatifs, dont le régime communal fera sans doute partie; à plus forte raison, le régime des fusions de communes sera compris dans les travaux consécutifs à la révision constitutionnelle.

6.4 Excédent du fonds

Si à l'échéance du délai pour l'entrée en vigueur de la fusion, soit au 1^{er} janvier 2006, le montant du fonds présente un excédent, celui-ci sera restitué à l'Etat et aux communes selon des modalités prévues par le décret. Cette situation apparaît aujourd'hui déjà peu probable.

6.5 Résumé

Au vu de ce qui précède, la gestion des demandes de subvention pour les fusions de communes s'opérera selon les principes suivants:

- L'échéance du 31 décembre 2004 fixée par le décret de fusion du 11 novembre 1999 n'est pas modifiée. Jusqu'à cette date, les demandes de fusion assorties d'une convention conforme au droit et signée par les conseils communaux des communes concernées doivent être déposées auprès du Conseil d'Etat (cf. ch. 6.1 ci-dessus).
- Les demandes de subventions pour lesquelles les moyens du fonds actuel s'avèreraient insuffisants seraient mises en suspens selon l'ordre chronologique du dépôt de la demande. Elles seraient traitées dans cet ordre une fois le présent décret promulgué (cf. ch. 6.2 ci-dessus).
- Le critère déterminant pour l'octroi de l'aide financière est l'ordre chronologique du dépôt des demandes jusqu'à l'épuisement des moyens du fonds. Le solde du fonds risquant ainsi de ne couvrir qu'une partie de l'aide calculée selon le décret de fusion est imputable au dernier des projets qui peut être subventionné. Si plusieurs projets sont déposés simultanément et que le solde du fonds est insuffisant, le montant restant est réparti proportionnellement entre les projets (cf. ch. 6.3 ci-dessus).
- Les projets voulant bénéficier d'une subvention doivent avoir abouti devant les assemblées communales ou les conseils généraux jusqu'au 30 avril 2005 et l'entrée en vigueur de la fusion doit être prévue au plus tard au 1^{er} janvier 2006 (cf. ch. 6.3 ci-dessus).
- L'éventuel excédent du fonds pouvant résulter d'un manque de demandes sera restitué aux collectivités publiques conformément aux dispositions du présent décret (cf. ch. 6.4 ci-dessus).

7. MONTANT ET MODALITÉS DU FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE DEMANDÉ

Au vu des projets en cours et des éventuels autres projets qui pourraient voir le jour d'ici à l'échéance du décret de

fusion au 31 décembre 2004, le Conseil d'Etat estime qu'un financement complémentaire de l'ordre de 16 millions de francs au total est nécessaire.

Le régime applicable à ce financement supplémentaire de la politique d'encouragement sera identique au décret de fusion du 11 novembre 1999, c'est-à-dire un financement conjoint de l'Etat, à raison de 70 % de la charge, et de l'ensemble des communes pour 30 %. La part supportée par les communes sera répartie entre elles en fonction du chiffre de la population légale, pondéré par l'indice de la capacité financière. L'approvisionnement complémentaire du fonds s'étalera sur 4 annuités d'égale valeur.

8. CONSÉQUENCES EN PERSONNEL

Etant donné le fait qu'il faut s'attendre à une augmentation des dossiers de fusion nécessitant tous un examen préalable, on doit prévoir une charge de travail supplémentaire au Service des communes qui assume la coordination des dossiers au sein de l'administration cantonale et des contacts avec les porteurs du projet. Les priorités de l'ensemble des projets et les tâches de ce Service ainsi que la gestion des ressources en personnel devront au besoin être adaptées à ces exigences.

9. POLITIQUE D'INFORMATION ET AVIS DES MILIEUX CONCERNÉS

Au gré de l'examen des projets de fusions soumis au Grand Conseil, la Commission des fusions de communes a reçu ponctuellement des informations sur l'avancement du processus. Elle a ainsi été informée sur l'évolution du fonds. La Commission de fusions a très tôt exprimé l'idée d'un besoin de financement supplémentaire afin de pouvoir honorer les projets de fusions qui seraient déposés dans les délais fixés par le décret.

En outre, les communes ont été priées d'indiquer jusqu'au 30 avril 2003 les éventuels projets de fusion auxquels elles entendaient participer.

Enfin, le décret du 11 novembre 1999 en vigueur à ce jour a fait l'objet d'un examen dans le cadre du réexamen périodique des subventions, conformément à la législation sur les subventions. La Commission des subventions appuie également l'orientation générale du présent projet et le Conseil d'Etat a donné suite à ses propositions visant à mettre en œuvre ses recommandations (précisions à apporter quant à la gestion des demandes et à la prévisible insuffisance des moyens du fonds de fusion).

10. COMMENTAIRE DU PROJET DE DÉCRET

Article 1 *Modification*

Le décret du 11 novembre 1999 est prorogé dans toutes ses dispositions.

Fait exception l'article 9. En effet, cette disposition relève du droit transitoire. Elle n'a aujourd'hui plus de raison d'être puisqu'il n'y a plus aucun cas actuellement en suspens. Elle peut donc être supprimée.

Quant à l'article 10, celui-ci a subi les modifications suivantes:

- les dates d'expiration du décret et d'approvisionnement du fonds ont été fixées au 31 décembre 2009.

Conformément à la législation sur les subventions, les aides financières ont en principe un caractère temporaire. Respectant ce principe et tenant compte de sa nature complétive par rapport au décret de fusion du 11 novembre 1999, le présent décret est également limité dans le temps;

- les conditions d'octroi ont été complétées en ce sens que les législatifs communaux doivent se prononcer d'ici au 30 avril 2005 sur la convention de fusion et la fusion doit entrer en vigueur au plus tard au 1^{er} janvier 2006. Afin d'éviter que des incertitudes se prolongent quant à l'aboutissement d'un projet de fusion, un délai est fixé pour soumettre le projet aux législatifs concernés. Dans le même esprit, il est apparu nécessaire de fixer une date ultime à laquelle les derniers projets devront entrer en vigueur;
- les conditions fixées par le Conseil d'Etat (ch. 6 ci-dessus) doivent être également respectées. Ces modalités ont été arrêtées en application de la loi sur les subventions. Celles-ci sont contenues dans le présent message, ce qui leur confère un caractère obligatoire.

Article 2 *Entrée en vigueur*

Le présent décret prévoit une dépense nouvelle pour l'Etat de 11 200 000 francs, soit supérieure à 1/4 % et inférieure à 1 % du total des dépenses des derniers comptes arrêtés par le Grand Conseil au sens de l'article 28^{bis} de la Constitution cantonale ainsi que l'article 23 de la loi sur les finances de l'Etat. Il est par conséquent soumis au referendum financier facultatif.

De plus, en application de l'article 97 al. 2 de la loi du 15 mai 1979 portant règlement du Grand Conseil (RSF 121.1), ce décret doit être adopté à la majorité des membres du Grand Conseil.

BOTSCHAFT Nr. 70

20. Mai 2003

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über die Verlängerung des Dekrets über die Förderung der Gemeindefusionen

Diese Botschaft hat die Verwendung der Mittel des Fusionsfonds, der mit Dekret vom 11. November 1999 über die Förderung der Gemeindefusionen (SGF 141.1.1) geschaffen wurde, zum Thema. Es geht darin auch um die vorgesehenen Modalitäten für aktuelle und zukünftige Fusionsprojekte. Insbesondere wird der zusätzliche Finanzbedarf in der Höhe von 16 Millionen Franken begründet. Dieser sollte es ermöglichen, den Gemeinden, die ihr Gesuch innerhalb der im erwähnten Dekret vorgeschriebenen Fristen einreichen, Finanzhilfe zu gewähren.

In dieser Botschaft wird auf folgende Punkte eingegangen:

1. Zusammenschlüsse seit Inkrafttreten des Fusionsdekrets
2. Laufende Projekte
3. Zukünftige Entwicklung
4. Grundsatzentscheidungen über die Weiterführung der Förderungspolitik von Gemeindefusionen
5. Behandlung zukünftiger Gesuche
6. Vom Staatsrat berücksichtigte Modalitäten und Prioritätenordnung

7. Umfang und Art der beantragten zusätzlichen Finanzierung
8. Personelle Konsequenzen
9. Informationspolitik und Stellungnahme der betroffenen Kreise
10. Kommentar zum Dekretsentwurf

1. ZUSAMMENSCHLÜSSE SEIT INKRAFTTRETEN DES FUSIONSDEKRETS

Die neue Fusionsregelung, die aus dem Dekret vom 11. November 1999 hervorgegangen ist, sollte den neuen Anforderungen Rechnung tragen. Wenn das bis dahin angewandte System auch seinen Zweck erfüllte, so war doch die damals verwendete, äusserst komplexe Berechnungsart nicht länger mit der verstärkten Zunahme der Fusionen vereinbar. Es galt daher, die Berechnungsmethode administrativ zu vereinfachen. Die neuen Bestimmungen zur Fusionsförderung, die seit dem 1. Januar 2000 in Kraft sind, haben ein Subventionssystem mit Pauschalbeträgen eingeführt, das sich nach der Finanzkraft der fusionswilligen Gemeinden richtet. So kennen die fusionswilligen Gemeinden den Betrag der kantonalen Hilfe im Voraus, was ebenfalls zur Beschleunigung des Verfahrens beiträgt. Die finanzielle Unterstützung soll einen Anreiz bieten. Sie soll eine Beschleunigung und einen Anstieg der Zusammenschlüsse bewirken. Sie soll in einem gewissen Masse auch die ungünstigen Auswirkungen, die eine Fusion vor allem im finanziellen Bereich nach sich ziehen kann, wie z. B. einer möglichen Erhöhung des Steuerfusses einer der Gemeinden im Rahmen der Fusion, abschwächen. Ziel und Zweck bestehen letztendlich darin, die Gemeindezusammenschlüsse zu fördern, indem gewisse Folgen eingeschränkt werden können und vermieden werden kann, dass finanzielle Gründe den Prozess erschweren, um nicht zu sagen verunmöglichen.

Mit anderen Worten soll mit den Subventionen ein Anreizsystem eingeführt werden. Hauptziel der Subventionen ist es, durch die Förderung von Fusionen die durchschnittliche Grösse der Gemeinden zu erhöhen. Eine weitere Zielsetzung besteht darin, die Fusionen zu beschleunigen. Die Ergebnisse können anhand der folgenden Kriterien festgestellt werden:

- Durchschnittliche Grösse der neuen Gemeinden
- Optimale Grösse der neuen Gemeinden
- Anzahl Fusionen seit Inkrafttreten des Dekrets im Vergleich zur vorherigen Situation

Die Bezeichnung «optimale Grösse» beruht auf der Feststellung, dass keine Idealgrösse festgelegt werden kann, da die Grösse entsprechend der übernommenen Aufgaben variieren kann. Die Einschätzung der optimalen Grösse beruht auf einem von der Universität Freiburg entwickelten Ansatz, der sich für die Neueinteilung der Gemeinden auf Daten zur bereits institutionalisierten interkommunalen Zusammenarbeit stützt. Die vorgeschlagene Methode geht von der Idee aus, dass bereits vorhandene interkommunale Aufgabenbereiche, falls sie zusammenfallen, einen „starken Kern« bilden können, der als Perimeter für eine neue, aus einem Zusammenschluss von Partnergemeinden entstandene Gemeinde dienen kann (Bernard Dafflon, «Fusions de communes: éléments d'étude pour une dimension de référence», Working Papers no 327, Universität Freiburg, Lehrstuhl für Finanzwissenschaft, Freiburg, 5. August 1999).

Als durchschnittliche Einwohnerzahl wäre ein Minimum von 1000 Einwohnern wünschenswert. Spezielle Umstände können natürlich verhindern, dass dieses Ziel erreicht wird (Enklave, Weigerung bestimmter Gemeinden usw.).

Was die Beschleunigung des Verfahrens betrifft, so besteht kein Vergleichswert an sich. Daher wird die Situation vor dem 1. Januar 2000 herangezogen.

Es ergeben sich folgende Resultate:

Durchschnittliche Grösse

Bei nur zwei von 18 Fusionen lag die Einwohnerzahl der neuen Gemeinde unter 1000 Einwohnern. Es handelt sich um die Zusammenschlüsse der Gemeinden Gillarens, Promasens und Rue sowie Estavayer-le-Gibloux, Ruyeres-Saint-Laurent, Villarod und Villarsel-le-Gibloux, die eine zivilrechtliche Bevölkerung von 943 Einwohnern, bzw. 924 Einwohnern auf sich vereinigen. In den übrigen Fällen liegt die Einwohnerzahl zwischen 1114 und 2708 Einwohnern. Das ergibt eine durchschnittliche Grösse von 1550 Einwohnern für die neuen Gemeinden. Die durchschnittliche Einwohnerzahl vor Beginn des Fusionsprozesses lag bei 622 Einwohnern (Stand vom 31.12.1968) während sie heute bei 1182 Einwohnern liegt (Stand vom 31.12.2001).

Optimale Grösse

57 von 61 Gemeinden haben in einem von der oben erwähnten Studie vorgesehenen Perimeter fusioniert.

Beschleunigung und Erhöhung der Anzahl

Vom 1. Januar 2000 bis zum 1. Januar 2003 haben 18 Zusammenschlüsse, die 61 Gemeinden umfassen (siehe Anhang I), stattgefunden. Das ergibt einen Jahresdurchschnitt von 6 Fusionen verteilt auf 20 Gemeinden. Im Vergleich damit sind vor dem 1. Januar 2000 während 32 Jahren 32 Fusionen, die insgesamt 71 Gemeinden betrafen, durchgeführt worden, was einem Zusammenschluss von zwei Gemeinden pro Jahr entspricht.

Es sei darauf hingewiesen, dass die seit dem 1. Januar 2000 durchgeführten Zusammenschlüsse mit Subventionen in der Höhe von 12 586 864 Franken unterstützt wurden. Der Anteil zulasten des Kantons, also 70 %, entspricht 8 810 805 Franken, die restlichen 30 %, also 3 776 059 Franken, wurden von der Gesamtheit der Gemeinden übernommen.

2. LAUFENDE PROJEKTE

Zum jetzigen Zeitpunkt liegen dem Amt für Gemeinden 6 Fusionsgesuche in unterschiedlich weit fortgeschrittenem Stadium vor. Das Inkrafttreten dieser Zusammenschlüsse ist im Prinzip für den 1. Januar 2004 vorgesehen. Eine genaue Liste und der Stand der Dossiers finden sich in Anhang II. Wenn all diese Projekte durchgeführt werden, werden sich die Mittel des Fusionsfonds noch auf 4 065 213 Franken belaufen.

3. ZUKÜNFTIGE ENTWICKLUNG

Das Amt für Gemeinden hat sich im März 2003 bei allen Gemeinden des Kantons nach möglichen Fusionsprojekten, die bis zum 31. Dezember 2004 eingereicht werden könnten, erkundigt. Diese Umfrage wurde durchgeführt, um festzustellen, ob eine Zusatzfinanzierung des Fonds

notwendig wird. Des Weiteren konnte so ermittelt werden, in welcher Höhe der zusätzliche Betrag ausfallen sollte.

Die Ergebnisse dieser Umfrage sind in Anhang III festgehalten.

4. GRUNDSATZENTSCHEIDE ÜBER DIE WEITERFÜHRUNG DER FÖRDERUNGSPOLITIK VON GEMEINDEFUSIONEN

In Anbetracht der Anzahl der laufenden Projekte einerseits und der Wahrscheinlichkeit, dass die finanziellen Mittel nicht bis zum Ablauf des Dekrets vom 11. November 1999 ausreichen werden andererseits, sollte ein Grundsatzentscheid über die Weiterführung der Förderungspolitik von Gemeindefusionen gefällt werden.

Wie von der Kommission für Gemeindefusionen des Grossen Rats und der Kommission zur Überprüfung der Subventionen unmissverständlich klargemacht wurde, wird es nicht möglich sein, sich lediglich auf die Mittel des Fonds, wie sie das Dekret vom 11. November 1999 vorsieht, zu beschränken.

Eine Verlängerung des Dekrets vom 11. November 1999 hingegen im Sinne einer Verlängerung der Frist zur Einreichung eines Subventionsgesuches, kann nicht in Betracht gezogen werden, da dies jenen Gemeinden gegenüber ungerecht wäre, die die nötigen Schritte unternommen haben, um die Frist vom 31. Dezember 2004 einzuhalten. Der Staatsrat hat auch mehrfach darauf hingewiesen, dass diese Frist nicht verlängert werde.

So würden also nur die Projekte von einer Finanzhilfe profitieren, die innerhalb der Frist und entsprechend der im Dekret vom 11. November 1999 vorgesehenen Bedingungen vorbereitet und beim Staatsrat eingereicht werden. Es zeigt sich jedoch, dass der Fonds nicht über genügend Mittel verfügt, um die bis heute bekannten Projekte zu finanzieren. Es scheint angebracht, eine zusätzliche Finanzierung des Fonds einzuplanen, was der Zweck dieses Dekretsentwurfs ist.

Es ist darauf hinzuweisen, dass der Kanton seit 1969 einen sehr weit gehenden Beitrag geleistet hat. Unter dem vormaligen System der Fusionsförderung, welches bis Ende 1999 galt, bezahlte der Kanton die Summe von insgesamt 21 Millionen. Wird das vorliegende Dekret angenommen, wird der Kanton über vier Jahre mehr als weitere 11 Millionen an den Fusionsfonds leisten, zusätzlich zu den 14 Millionen, welche bereits gesprochen wurden. Somit wird der Kanton schliesslich, nach Ablauf der vierjährigen Geltungsdauer des vorliegenden Dekrets, insgesamt mehr als 46 Millionen Franken geleistet haben, während der Beitrag der Gemeinden sich auf 10,8 Millionen Franken belaufen wird.

5. BEHANDLUNG ZUKÜNFTIGER GESUCHE

5.1 Allgemeine Gesetzgebung zu den Subventionen

Das Subventionsgesetz (SubG, SGF 616.1) und das dazugehörige Ausführungsreglement (SubR, SGF 616.11) stellen eine allgemeine und ergänzende Gesetzgebung zu den speziellen Erlassen zum Thema, wie das Dekret über die Förderung der Gemeindefusionen, dar. Für den Umstand, dass die verfügbaren

Mittel nicht mehr ausreichen, um allen eingereichten Gesuchen Folge leisten zu können, sind in der allgemeinen Gesetzgebung folgende Bestimmungen vorgesehen:

Art. 32 SubG Bindung der Verpflichtungen an die verfügbaren Kredite

¹ Mit Ausnahme von Fällen, in denen die Gesuchstellerin oder der Gesuchsteller einen Anspruch auf einen Individualbeitrag geltend machen kann, können Subventionen grundsätzlich nur im Rahmen der vom Grossen Rat bewilligten Verpflichtungs- oder Voranschlagskredite gewährt werden. Wenn nötig werden auch die im Finanzplan vorgesehenen Beträge berücksichtigt.

² Übersteigen die eingereichten Gesuche das Kreditvolumen, so erstellt die zuständige Direktion eine Prioritätenordnung für die hängigen und die später eingereichten Gesuche.

³ Gesuche, denen auf Grund der Prioritätenordnung und der verfügbaren Kredite nicht entsprochen werden kann:

- a) bleiben hängig bis zur Eröffnung eines neuen Verpflichtungskredites oder bis ein neuer Voranschlagskredit zur Verfügung steht, oder
- b) werden abgewiesen.

Art. 13 SubR Prioritätenordnung (Art. 32 Abs. 2 SubG)

Für die Bearbeitung der Subventionsgesuche wird eine Prioritätenordnung aufgestellt, die die Zielsetzungen der Spezialgesetzgebung berücksichtigt.

5.2 Anwendung dieser Grundsätze auf die Gemeindefusionen

Das aktuelle Dekret über die Förderung der Gemeindefusionen verweist auf die Bindung der Subventionen an die verfügbaren Mittel. In Artikel 8 Abs. 5 wird die Frist für die Ausrichtung der Finanzhilfe, die den Gemeinden in einem vorhergehenden Entscheid des Staatsrats zugesprochen wird, erwähnt. Es versteht sich jedoch von selbst, dass die Gewährung der Finanzhilfe auch an die Verfügbarkeit der Mittel gebunden ist. Dies ist jedoch nicht ausdrücklich im Dekret erwähnt. Es weist lediglich darauf hin, dass kein Rechtsanspruch auf Finanzhilfe besteht. (Art. 4 Abs. 2 des Dekrets vom 11. November 1999). Diese Bestimmung richtet sich vor allem an den Bezüger. Was hingegen die für die Gewährung der Finanzhilfe zuständige Behörde betrifft, so leuchtet ein, dass sie ohne ausreichende finanzielle Mittel keinen Entscheid über die Gewährung von Beiträgen fällen kann (vgl. Art. 32 Abs. 1 SubG).

Diese Grundsätze sind in den bis anhin durchgeführten Fusionsprojekten berücksichtigt worden. Selbst bevor die finanziellen Mittel des nach dem Dekret vom 11. November 1999 ausgestatteten Fonds erschöpft sind, werden die Gemeinden darüber in Kenntnis gesetzt, dass die Bewilligung einer Subvention von den verfügbaren Mitteln des Fonds abhängt.

5.3 Prioritätenordnung im Falle ungenügender Mittel

Geht man davon aus, dass nicht alle rechtzeitig eingereichten Gesuche berücksichtigt werden können, ist es

angebracht, eine Prioritätenordnung nach den Artikeln 32 Abs. 2 SubG und 13 SubR zu erstellen. Eine Prioritätenordnung muss unabhängig von einer aufgrund dieses Dekretsentwurfs eingeräumten zusätzlichen Finanzierung erstellt werden. Tatsache ist, dass unter Berücksichtigung der laufenden Projekte heute nicht ausgeschlossen werden kann, dass, in Anbetracht der Gesuche, die bis zum 31. Dezember 2004 noch eingereicht werden könnten (vgl. Pkt. 2 und 3), selbst die zusätzlichen Mittel des Fonds nicht ausreichen werden.

5.3.1 Behandlung von Fusionsprojekten

Die Gemeinden, die einen Zusammenschluss planen, unterbreiten ihr Gesuch zusammen mit einem Vereinbarungsentwurf dem Amt für Gemeinden zur Vorprüfung. Diese Vorprüfung vor der Unterzeichnung der Vereinbarung durch die Gemeinderäte wurde bis heute ausnahmslos durchgeführt. Das Amt für Gemeinden prüft das Projekt und wendet sich dazu, nach Bedarf und entsprechend der in der Vereinbarung enthaltenen Bestimmungen, an die anderen Dienststellen des Staates. Je nach Inhalt der eingereichten Dokumente können die Dossiers mehrmals zwischen den Trägern des Projekts und dem Staat hin- und hergehen, ehe sie dem Staatsrat gemäss Artikel 8 Abs. 1 und 2 des Dekrets vom 11. November 1999 zum Vorentscheid unterbreitet werden.

Die für die Behandlung der Dossiers beachteten Kriterien sind die Reihenfolge ihrer Einreichung, bzw. die im Rahmen der Vorprüfung angefügten Korrekturen oder Ergänzungen.

Um Finanzhilfe zu erhalten, muss der Entwurf die Bedingungen nach Artikel 4 Abs. 1 des Dekrets vom 11. November 1999 erfüllen. Bis anhin musste der Staatsrat noch keinen Entwurf wegen Nichteinhaltung dieser Bestimmung zurückweisen. Eventuell vorhandene Probleme konnten im Verlaufe des Vorprüfungsverfahrens vor dem Entscheid des Staatsrats beseitigt werden.

Da jedoch finanzielle Mittel zur Verfügung standen, liess sich bis jetzt noch kein Bedarf nach einer Prioritätenordnung erkennen.

5.3.2 Kriterium der Reihenfolge nach Einreichdatum

5.3.2.1 Bis zur Erschöpfung der Mittel des nach dem Dekret vom 11. November 1999 gespeisten Fonds

De facto wurde bis heute das Kriterium des Eingabedatums bei der Behandlung der Dossiers eingehalten, wobei auch eine qualitative Komponente mitspielte, da ein lückenhaftes Dossier unweigerlich nach einem vollständigen, gesetzeskonformen Dossier behandelt wurde, selbst wenn letzteres später eingetroffen war.

5.3.2.2 Erschöpfung der Mittel des nach dem Dekret vom 11. November 1999 und/oder dem vorliegenden Zusatzdekret gespeisten Fonds

Das Kriterium des Einreichdatums muss weiterhin angewendet werden, auch wenn die Mittel des Fonds nicht mehr ausreichen. Es wird also ein letztes Gesuch geben, das vielleicht nicht den ganzen Beitrag, sondern nur einen Teil davon erhalten wird. Es könnte sogar vorkommen, dass zwei oder mehrere Gesuche am selben Tag eingereicht werden und der im Fonds enthaltene Betrag

nicht mehr ausreicht. In diesem Fallbeispiel ist die gewählte Prioritätenordnung ausschlaggebend.

5.3.3 Das für die Festlegung der Prioritätenordnung zuständige Organ

Nach Artikel 32 Abs. 2 SubG ist die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft (ILFD) für die Erstellung einer Prioritätenordnung zuständig. Gemäss dem Fusionsdekret liegt die Zuständigkeit für die Gewährung der Finanzhilfe jedoch beim Staatsrat. Es ist daher angebracht, dass die Prioritätenordnung in diesem gegebenen Fall von der gleichen Behörde festgelegt wird. Wird diese Botschaft angenommen, so liegt die Zuständigkeit künftig beim Staatsrat. Dieser wird die Prioritätenordnung und die Modalitäten für ihre Umsetzung festlegen (vgl. Pkt. 6).

6. VOM STAATSRAT BERÜCKSICHTIGTE MODALITÄTEN UND PRIORITÄTENORDNUNG

Unter Berücksichtigung all dieser Erwägungen bestimmt der Staatsrat die folgenden Modalitäten, die für alle Fusionsgesuche anwendbar sind:

6.1 Anforderungen für die Einreichung des Gesuchs um Finanzhilfe

Die Einreichung des Gesuchs um Finanzhilfe ist an die Einhaltung der am 31. Dezember 2004 ablaufenden Frist gebunden. Ein solches Gesuch wird gestellt, indem eine von den Gemeinderäten unterzeichnete Fusionsvereinbarung, die die Bestimmungen des Fusionsdekrets vom 11. November 1999 und des Gesetzes über die Gemeinden erfüllt, eingereicht wird. Dieses unterzeichnete Gesuch muss folglich zwingend den Namen und das Wappen der neuen Gemeinde beinhalten. Die anderen Elemente des Zusammenschlusses sind, falls sie in der Vereinbarung nicht erwähnt werden, im Gesetz über die Gemeinden geregelt (Art. 133 ff GG).

Es ist jedoch äusserst selten, dass Fusionsentwürfe keine weiteren Bestimmungen zur Regelung fakultativer Elemente enthalten. Es ist auch wichtig sicherzustellen, dass diese nicht im Widerspruch zum Gesetz über die Gemeinden oder anderen Erlassen stehen. Die effizienteste und ökonomischste Möglichkeit, sich über diese Übereinstimmung Gewissheit zu verschaffen, besteht in einer Vorprüfung beim Amt für Gemeinden, das für die Koordination des Verfahrens zuständig ist und die Dossiers für die ILFD zuhanden des Staatsrats vorbereitet.

Einer vor dem 31. Dezember 2004 unterzeichneten und eingereichten Vereinbarung, die noch gewisse Fehler und/oder Lücken enthält, wird eine kurze Nachfrist von maximal 3 Monaten unbeschadet der Einhaltung des Fälligkeitsdatums eingeräumt, damit die nötigen Korrekturen angebracht werden können. Wird die eingeräumte Frist nicht eingehalten, wird der Termin der Eingabe des neuen korrigierten und unterzeichneten Gesuchs massgebend.

Die von den Gemeinderäten beschlossene Zusammensetzung der Fusionsgemeinden darf jedoch nach Ablauf der Frist vom 31. Dezember 2004 nicht mehr verändert werden; andernfalls verlieren die Gemeinden ihren Anspruch

auf Finanzhilfe. Wenn die Vereinbarung vor diesem Fälligkeitsdatum erneut eingereicht wird, aber eine veränderte Zusammensetzung der Fusionsgemeinden aufweist, so wird das Datum dieser erneuten Einreichung für die Festlegung der Reihenfolge berücksichtigt.

6.2 Behandlung von Gesuchen, für die die Mittel des Fonds nach dem Dekret vom 11. November 1999 nicht ausreichen

Sollten sich die Mittel des gegenwärtigen Fonds vor der Promulgierung dieses Dekrets als ungenügend erweisen, so werden die Subventionsgesuche in der Reihenfolge ihrer Einreichung hängig (Gesuche, die die Bedingungen des Dekrets vom 11. November 1999 und des Gesetzes über die Gemeinden einhalten). Da dieses Kriterium bereits heute, da der Fonds noch über ausreichende Mittel verfügt, stillschweigend angewendet wird, liegt es nahe, es beizubehalten. Dieses Kriterium trägt zur Rechtssicherheit bei und wirkt sich positiv auf die Vorausehbarkeit aus, da so die Kombination verschiedener anderer Kriterien (Finanzkraft der Gemeinden, Grösse der neuen Gemeinde, Anzahl der an der Fusion beteiligten Gemeinden, Inkrafttreten der Fusion, Kriterien, die sich aus den Zielsetzungen der Förderungspolitik herleiten) vermieden werden kann. Es verhindert auch, dass ein Ergebnis in Anwendung dieser Kriterien, je nach Art der anderen «konkurrierenden» Projekte, rein zufällig zustande kommt. Hinzukommt, dass das Kriterium der Reihenfolge nach Eingabedatum eine gewisse Dynamik in die Fusionsbewegung bringt, denn je schneller ein Dossier abgeschlossen ist, um so besser stehen die Chancen, Finanzhilfe zu erhalten. Auch wird mit diesem Kriterium der freiwillige Charakter der Zusammenschlüsse am besten respektiert, was einer weiteren Leitlinie der Politik zur Förderung der Gemeindefusionen entspricht.

Subventionsgesuche, die mangels nötiger Mittel des aktuellen Fonds möglicherweise hängig werden, werden behandelt, sobald dieses Dekret promulgiert worden ist, vorausgesetzt, das Dekret wird vom Grossen Rat verabschiedet. Die Subventionen werden entsprechend der im Dekret vom 11. November 1999 vorgesehenen Vorgaben ausgerichtet.

6.3 Behandlung von Gesuchen, für die die Mittel des nach dem verlängerten Dekret gespeisten Fonds nicht ausreichen

Als Erstes sei darauf hingewiesen, dass mit Verspätung, d.h. nach dem 31. Dezember 2004 eingereichte Gesuche nicht berücksichtigt werden können (Art. 10 Abs. 2 des Fusionsdekrets vom 11. November 1999, Pkt. 4 dieser Botschaft).

Falls die Mittel des Fonds unter Berücksichtigung der Reihenfolge des Einreichdatums der Gesuche nicht ausreichen, wird der Beitrag für das letzte Gesuch nur teilweise oder gar nicht geleistet. Wenn zwei oder mehr Gesuche am gleichen Tag eingereicht worden sind und der Inhalt des Fonds dadurch nicht mehr ausreicht, werden die Gesuche, in denen die Bedingungen eingehalten werden, gemeinsam behandelt und der zur Verfügung stehende Betrag wird provisorisch gleichmässig auf die verschiedenen Gesuche verteilt. Sollte es sich erweisen, dass eines der Gesuche die in diesem Dekret vorgesehenen Bedingungen nicht erfüllt, d.h. die Fusionsvereinbarung von der Legislative bis zum 30. April 2005 nicht ange-

nommen wird und die Fusion am 1. Januar 2006 nicht in Kraft ist, so wird der für den Entwurf vorgesehene Betrag gleichmässig auf die anderen Gesuche, die zu einem Ergebnis führten, aufgeteilt.

Was soll mit Gesuchen geschehen, die fristgerecht eingereicht worden sind, für die der Staatsrat jedoch nicht mehr über die nötigen Mittel verfügt? Gemäss Artikel 32 Abs. 3 SubG müssen diese Gesuche zurückgewiesen werden (Bst. b der erwähnten Bestimmung). Faktisch stellt dieser Dekretsentwurf bereits eine zusätzliche Finanzierung des politischen Programms zur Förderung der Gemeindezusammenschlüsse dar. Der Staatsrat geht davon aus, dass er kein weiteres Mal zusätzliche finanzielle Mittel beantragen kann. Auch muss in Betracht gezogen werden, dass die Verfassungsrevision zu gegebener Zeit eine Reihe von Rechtsetzungsarbeiten nach sich ziehen wird, die zweifellos auch das Gemeinwesen betreffen; umso mehr dürfte daher das System der Gemeindezusammenschlüsse Teil der Folgearbeiten der Verfassungsrevision sein.

6.4 Fondsüberschuss

Wenn nach Ablauf der Frist für das Inkrafttreten der Fusion am 1. Januar 2006 der Fonds einen Überschuss aufweist, wird dieser an den Staat und die Gemeinden entsprechend der im Dekret vom 11. November 1999 vorgesehenen Modalitäten zurückerstattet. Diese Situation erscheint jedoch schon heute relativ unwahrscheinlich.

6.5 Zusammenfassung

Aus den dargelegten Gründen werden Gesuche um Beiträge für Gemeindezusammenschlüsse nach den folgenden Grundsätzen behandelt:

- Der Fälligkeitstermin vom 31. Dezember 2004, der im Fusionsdekret vom 11. November 1999 festgelegt worden war, wird nicht geändert. Bis zu diesem Datum sind Fusionsgesuche zusammen mit einer rechtmässigen und von den Gemeinderäten der betroffenen Gemeinden unterzeichneten Vereinbarung beim Staatsrat einzureichen (vgl. Pkt. 6.1).
- Subventionsgesuche, für die die Mittel des gegenwärtigen Fonds nicht ausreichen, werden in der Reihenfolge ihrer Einreichung hängig. Sie werden in dieser Reihenfolge behandelt, sobald dieses Dekret promulgiert ist (vgl. Pkt. 6.2).
- Für die Ausrichtung der Finanzhilfe ist bis zur Erschöpfung der Mittel des Fonds die zeitliche Reihenfolge, in der die Gesuche eingereicht worden sind, ausschlaggebend. Der Saldo des Fonds, der ev. nur einen Teil der gemäss dem Dekret berechneten Finanzhilfe abdeckt, steht dem letzten Entwurf zu, der subventioniert werden kann. Wenn mehrere Entwürfe gleichzeitig einereicht worden sind und der Fondsaldo nicht ausreicht, wird der verbleibende Betrag gleichmässig auf die Projekte verteilt (vgl. Pkt. 6.3.).
- Die Fusionsprojekte, die von einer Subvention profitieren sollen, müssen bis spätestens 30. April 2005 von den Gemeindeversammlungen oder Generalräten angenommen worden sein und das Inkrafttreten des Gemeindezusammenschlusses muss spätestens für den 1. Januar 2006 vorgesehen sein (vgl. Pkt. 6.3.).
- Ein eventueller Fondsüberschuss mangels Gesuchen wird gemäss den Bestimmungen dieses Dekrets an die Gemeinwesen zurückerstattet (vgl. Pkt. 6.4.).

7. UMFANG UND ART DER BEANTRAGTEN ZUSÄTZLICHEN FINANZIERUNG

In Anbetracht der laufenden Projekte und weiterer Projekte, die möglicherweise bis zum Ablauf des Dekrets am 31. Dezember 2004 noch eingereicht werden, erachtet der Staatsrat eine zusätzliche Finanzierung in der Gröszenordnung von insgesamt 16 Millionen Franken als nötig.

Das System für diese Zusatzfinanzierung der Förderungspolitik entspricht jenem des Fusionsdekrets vom 11. November 1999, d.h. die Finanzierung wird zu 70 % vom Staat und zu 30 % von der Gesamtheit der Gemeinden übernommen. Der von den Gemeinden getragene Teil des Fonds wird entsprechend der mit dem Finanzkraftindex der Gemeinden gewichteten zivilrechtlichen Bevölkerungszahl unter ihnen aufgeteilt. Die zusätzliche Finanzierung des Fonds wird in 4 gleichwertigen Jahresraten geleistet (was den Überschuss betrifft siehe «Kommentar zu den einzelnen Artikeln» unter Pkt.10).

8. PERSONELLE KONSEQUENZEN

In Anbetracht der Tatsache, dass eine Zunahme an Dossiers zu erwarten ist, die allesamt einer Vorprüfung unterzogen werden müssen, muss mit einem zusätzlichen Arbeitsanfall beim Amt für Gemeinden gerechnet werden, das für die Koordination der Dossiers innerhalb der kantonalen Verwaltung und für den Kontakt mit den Projektträgern zuständig ist. Die Priorisierung aller Projekte und Aufgaben dieses Amtes wie auch der Personalbestand müssen bei Bedarf den Anforderungen angepasst werden.

9. INFORMATIONSPOLITIK UND STELLUNGSNAHMEN DER BETROFFENEN KREISE

Bei der Prüfung der verschiedenen Fusionsentwürfe, die dem Grossen Rat unterbreitet wurden, hat die Kommission für Gemeindefusionen verschiedene Informationen über den Fortschritt des Prozesses erhalten. So wurde sie über die Entwicklung des Fonds informiert. Die Kommission für Gemeindefusionen äusserte schon früh ihren Eindruck, dass wohl eine zusätzliche Finanzierung nötig würde, damit rechtzeitig eingereichte Fusionsprojekte berücksichtigt werden können.

Zudem wurden die Gemeinden gebeten, bis zum 30. April 2003 mitzuteilen, ob sie sich an möglichen Fusionsprojekten zu beteiligen gedenken.

Das aktuelle Dekret vom 11. November 1999 wurde im Rahmen der periodischen Subventionskontrollen, gemäss der Gesetzgebung über die Subventionen, einer Prüfung unterzogen. Auch die Kommission zur Überprüfung der Subventionen befürwortet die allgemeine Ausrichtung dieses Entwurfs. Der Staatsrat hat ihren Vorschlägen Folge geleistet und sieht vor, ihre Empfehlungen umzusetzen (Präzisierung der Verwaltung der Gesuche und des absehbaren Mangels an Mitteln im Fusionsfonds).

10. KOMMENTAR ZUM DEKRETSENTWURF

Artikel 1 *Änderung*

Das Dekret vom 11. November 1999 wird mit all seinen Bestimmungen verlängert.

Eine Ausnahme bildet Artikel 9. Diese Bestimmung stellte eine Übergangsregelung dar, die heute nicht mehr angebracht ist, da gegenwärtig kein Gesuch mehr hängig ist. Sie kann daher aufgehoben werden.

Was Artikel 10 betrifft, so wurde er folgendermassen geändert:

- Das Auslaufdatum für das Dekret und das Ende der Speisung des Fonds wurden auf den 31. Dezember 2009 festgelegt. Nach der Gesetzgebung über die Subventionen sind Finanzhilfen grundsätzlich zeitlich befristet. Entsprechend diesem Grundsatz und dem ergänzenden Charakter des vorliegenden Dekrets, ist es ebenfalls zeitlich begrenzt.
- Die Bedingungen für die Gewährung einer Finanzhilfe wurden insofern vervollständigt, als sich die Gemeindelegislativen bis zum 30. April 2005 für die Fusionsvereinbarung aussprechen müssen und der Gemeindefusionen bis spätestens 1. Januar 2006 in Kraft sein muss. Um zu verhindern, dass Unsicherheiten die Durchführung eines Fusionsprojekts verzögern, wurde eine Frist festgelegt, innert der der Entwurf den betreffenden Gemeindelegislativen unterbreitet werden muss. In diesem Sinne schien es auch notwendig, ein Datum festzulegen, an dem die letzten Gemeindefusionen in Kraft treten müssen;
- Die vom Staatsrat festgelegten Bedingungen (vgl. Pkt. 6) müssen ebenfalls eingehalten werden. Diese Modalitäten wurden in Anwendung des Subventionsgesetzes beschlossen. In dieser Botschaft wird auf sie eingegangen, was ihnen einen obligatorischen Charakter verleiht.

Artikel 2 *Inkrafttreten*

Dieses Dekret sieht eine neue Ausgabe für den Staat von 11 200 000 Franken vor, was über $\frac{1}{4}$ % und unter 1 % des Totals der letzten vom Grossen Rat genehmigten Rechnung im Sinne von Artikel 28^{bis} der Staatsverfassung und Artikel 23 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates liegt. Es untersteht daher dem fakultativen Finanzreferendum.

Ausserdem muss das vorliegende Dekret in Anwendung von Artikel 97 Abs. 2 des Gesetzes über das Reglement des Grossen Rates vom 15. Mai 1979 (SGF 121.1) von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates genehmigt werden.

FUSIONS DE COMMUNES RÉALISÉES / REALISIERTE GEMEINDEZUSAMMENSCHLÜSSE (état au / Stand am 19.05.2003)

<i>Communes ayant fusionné / Beteiligte Gemeinden</i>	<i>Nom de la nouvelle commune / Name der neuen Gemeinde</i>	<i>Nombre d'habitants de la nouvelle commune lors de l'entrée en vigueur / Einwohnerzahl der neuen Gemeinde beim Zusammenschluss</i>	<i>Date d'entrée en vigueur de la fusion / Datum des Zusammenschlusses</i>	<i>Montant de l'aide financière / Betrag der Finanzhilfe</i>
1 Montagny-la-Ville et Montagny-les-Monts	Montagny	1294	01.01.2000	627'825
2 Gurmels et Kleingurmels	Gurmels	1516	01.01.2000	669'718
3 Grolley et Corsallettes	Grolley	1498	01.01.2000	680'976
4 Marsens et Vuippens	Marsens	1258	01.01.2001	557'209
5 Ecuwillens et Posieux	Hauterive	1642	01.01.2001	694'890
6 Avry-sur-Matran et Corjolens	Avry	1327	01.01.2001	482'282
7 Chavannes-sous-Orsonnens, Orsonnens, Villargiroud et Villarsiviriaux	Villorsonnens	1114	01.01.2001	582'122
8 Lentigny, Lovens et Onnens	La Brillaz	1274	01.01.2001	546'203
9 Bionnens, Mossel, Ursy et Vauderens	Ursy	1428	01.01.2001	739'766
10 Maules, Romanens, Rueyres-Treyfayes et Sâles	Sâles	1173	01.01.2001	624'525
11 Gillarens, Promasens et Rue	Rue	943	01.01.2001	893'455
12 Albeuve, Lessoc, Montbovon et Neirivue	Haut-Intyamon	1356	01.01.2002	690'379
13 Estévenens, La Joux, La Magne, Les Ecasseys, Lieffrens, Sommentier, Villariaz et Vuisternens-devant-Romont	Vuisternens-devant-Romont	1787	01.01.2003 ¹	983'466
14 Avry-devant-Pont, Gumefens et Le Bry	Pont-en-Ogoz	1383	01.01.2003 ¹	619'378
15 Bonnefontaine, Essert, Montévraz, Oberried, Praroman et Zénauva	Le Mouret	2708	01.01.2003 ¹	1'191'458
16 Gurmels, Guschelmuth, Liebistorf et Wallenbuch	Gurmels	2625	01.01.2003 ¹	525'670
17 Courtaman et Courtepin	Courtepin	2666	01.01.2003 ¹	1'017'736
18 Estavayer-le-Gibloux, Rueyres-Saint-Laurent, Villarlod et Villarsel-le-Gibloux	Le Glèbe	924	01.01.2003 ¹	459'806
			TOTAL	12'586'864

¹ Population légale au 31.12.2001 / zivilrechtliche Bevölkerung am 31.12.2001

PROJETS DE FUSIONS / FUSIONSPROJEKTE (état au / Stand am 19.05.2003)

<i>Communes intégrées dans le projet / Am Fusionsprojekt beteiligte Gemeinden</i>	<i>Nombre d'habitants de la nouvelle commune / Einwohnerzahl der neuen Gemeinde ¹</i>	<i>Date d'entrée en vigueur prévue / Voraussichtliches Datum des Zusammenschlusses</i>	<i>Montant de l'aide financière prévue / Betrag der vorgesehenen Finanzhilfe</i>
Montagny et Mannens-Grandsivaz ²	1811	01.01.2004	245'862
La Corbaz, Cormagens et Lossy-Formangueires	833	01.01.2004	375'636
Enney, Estavannens, Grandvillard et Villars-sous-Mont	1557	01.01.2004	784'591
Besencens, Fiaugères et Saint-Martin	853	01.01.2004	462'131
Bouloz, Pont et Porsel	857	01.01.2004	474'281
Aumont, Frasses, Granges-de-Vesin, Montet et Vesin	1313	01.01.2004	631'392
TOTAL			2'973'893

¹ Population légale au 31.12.2001 / zivilrechtliche Bevölkerung am 31.12.2001

² Les assemblées communales ont adopté la convention de fusion le 11 avril 2003 / die Gemeindeversammlungen haben die Fusionsvereinbarung am 11. April 2003 genehmigt.

Communes ayant annoncé leur intérêt pour une éventuelle fusion / Gemeinden, die an einer möglichen Fusion interessiert sind
(état au / Stand am 19.05.2003)

	Communes ayant annoncées leur intérêt / interessierte Gemeinden	Nombre d'habitants / Einwohnerzahl 1	Aide financière prévue / voraussichtliche Finanzhilfe	Communes partenaires possibles / mögliche Partnergemeinden	
				1er projet / 1. Projekt	2e projet / 2. Projekt
1	Arconciel	622	205'882	Ependes, Ferpicloz, Senèdes	
2	Autigny	597	297'903	Chénens	
3	Bas-Vully	1589	528'000	Haut-Vully	
4	Berlens	256	148'992	Mezières	
5	Botterens	292	128'480	Broc, Villarbeney	Villarbeney
6	Broc	2088	648'000	Botterens, Villarbeney	
7	Bulle	11397	487'500	La Tour-de-Trême	
8	Cerniat	317	187'347	Châtel-sur-Montsalvens, Crésuz	
9	Chapelle (Broye)	70	43'260	Cheiry, Praratoud, Surpierre, Villeneuve	
10	Charmey	1584	717'000	Châtel-sur-Montsalvens, Cerniat, Crésuz	
11	Châtel-sur-Montsalvens	205	86'920	Cerniat, Crésuz	
12	Châtonnaye	567	310'149	Middes, Torny-le-Grand	
13	Cheiry	276	159'804	Chapelle, Praratoud, Surpierre, Villeneuve	
14	Chénens	591	294'909	Autigny	
15	Corbières	365	157'680	Pont-la-Ville, La Roche, Hauteville, Villarvolard	
16	Corpataux-Magnedens	842	365'428	Rossens	
17	Corserey	270	142'020	Prez-vers-Noréaz	
18	Cottens	923	402'428	Neyruz	
19	Crésuz	259	74'333	Cerniat, Châtel-sur-Montsalvens	
20	Delley	447	191'763	Portalban	
21	Domdidier	2197	633'000	Dompierre, Léchelles, Russy	
22	Dompierre	593	294'721	Domdidier, Léchelles, Russy	
23	Ependes	1066	444'522	Arconciel, Ferpicloz, Senèdes	
24	Esmonts	155	82'770	Vuarmarens	
25	Ferpicloz	184	31'280	Ependes, Arconciel	

Communes ayant annoncé leur intérêt pour une éventuelle fusion / Gemeinden, die an einer möglichen Fusion interessiert sind
(état au / Stand am 19.05.2003)

	Communes ayant annoncées leur intérêt / interessierte Gemeinden	Nombre d'habitants / Einwohnerzahl 1	Aide financière prévue / voraussichtliche Finanzhilfe	Communes partenaires possibles / mögliche Partnergemeinden	
				1er projet / 1. Projekt	2e projet / 2. Projekt
26	Fétigny	602	285'348	Cugy	
27	Forel	346	170'924	Autavaux, Bussy, Morens, Montbrelloz, Rueyres-les Prés, Sévaz	Autavaux, Montbrelloz
28	Giffers	1349	612'446	St. Silvester, Tentlingen	
29	Grangettes	157	95'613	Le Châtelard, Massonnens	
30	Grattavache	228	129'048	Le Crêt, Progens	
31	Gruyères	1487	679'559	Le Pâquier	
32	Hauteville	469	227'934	Corbières, Pont-la-Ville, La Roche, Villarvolard	
33	Haut-Vully	1095	352'590	Bas-Vully	
34	La Neirigue	47	25'427	Vuisternens-devant-Romont,	
35	La Roche	1263	640'341	Corbières, Pont-la-Ville, Hauteville, Villarvolard	
36	La Tour-de-Trême	3240	652'500	Bulle	
37	Le Châtelard	349	227'548	Grangettes, Massonnens	
38	Le Crêt	401	229'372	Grattavache, Progens	
39	Le Pâquier	949	431'975	Gruyères	
40	Lussy	385	195'965	Villarimboud	
41	Massonnens	388	216'892	Le Châtelard, Grangettes	
42	Matran	1303	514'685	Villars-sur-Glâne	
43	Mezières	667	348'174	Berlens	
44	Middes	335	159'795	Châtonnaye, Torny-le-Grand	
45	Misery-Courtion	1245	636'195	Villarepos	
46	Murist	433	240'315	Cheyres, Font, Châbles, Seiry, Bollion, Nuilly, Vuissens	
47	Neyruz	1709	588'000	Cottens	
48	Noréaz	479	225'130	Ponthaux	
49	Oberschrot	1033	565'051	Plaffeien	
50	Plaffeien	1910	793'500	Oberschrot	
51	Ponthaux	482	228'648	Noréaz	

Communes ayant annoncé leur intérêt pour une éventuelle fusion / Gemeinden, die an einer möglichen Fusion interessiert sind
(état au / Stand am 19.05.2003)

	Communes ayant annoncées leur intérêt / interessierte Gemeinden	Nombre d'habitants / Einwohnerzahl ¹	Aide financière prévue / voraussichtliche Finanzhilfe	Communes partenaires possibles / mögliche Partnergemeinden	
				1er projet / 1. Projekt	2e projet / 2. Projekt
52	Pont-la-Ville	486	225'018	Corbières, La Roche, Hauteville, Villarvolard	
53	Portalban	255	87'210	Delley	
54	Praratoud	57	35'910	Chapelle, Cheiry, Villeneuve	
55	Prez-vers-Noréaz	816	383'520	Corserey	
56	Progens	264	131'736	Le Crêt, Grattavache	
57	Rossens	1199	493'988	Corpataux-Magnedens	
58	Russy	204	113'016	Domdidier, Dompierre, Léchelles	
59	Senèdes	109	45'453	Arconciel, Ependes, Ferpicloz	
60	St. Silvester	960	501'120	Giffers, Tentlingen	
61	Surpierre	223	111'500	Cheiry, Chapelle, Praratoud, Villeneuve	
62	Tentlingen	1114	441'144	Giffers, St. Silvester	
63	Torny-le-Grand	354	177'354	Châtonnaye, Middel	
64	Vaulruz	872	430'768	Vuadens	Sâles
65	Villarbeney	98	52'626	Broc, Botterens	Botterens
66	Villarepos	475	221'825	Misery-Courtion	
67	Villarimboud	464	245'920	Lussy	
68	Villars-sur-Glâne	9032	355'500	Matran	
69	Villarvolard	220	103'840	Corbières, Hauteville, La Roche, Pont-la-Ville	
70	Villeneuve	261	140'679	Cheiry, Chapelle, Praratoud, Surpierre	
71	Vuadens	1659	714'000	Vaulruz	
72	Vuarmarens	356	191'884	Esmonts	
73	Vuisternens-devant-Romont	1787	---	La Neirigue	
	Total		21'741'077		

¹ Population légale au 31.12.2001 / zivilrechtliche Bevölkerung am 31.12.2001

Décret

du

prorogeant le décret relatif à l'encouragement aux fusions de communes

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 20 mai 2003;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1 Modification

Le décret du 11 novembre 1999 relatif à l'encouragement aux fusions de communes (RSF 141.1.1) est modifié comme il suit:

Art. 9

Abrogé

Art. 10 al. 1 et 2

¹ Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2000 et expire le 31 décembre 2009. L'approvisionnement du fonds débute le 1^{er} janvier 2001 et prend fin le 31 décembre 2009.

² Les communes qui envisagent une fusion et souhaitent bénéficier d'une aide financière doivent présenter leur demande au Conseil d'Etat au plus tard le 31 décembre 2004. Les assemblées communales et les conseils généraux doivent se prononcer sur la convention de fusion d'ici au 30 avril 2005. La fusion devra entrer en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 2006. Au surplus, les conditions fixées par le Conseil d'Etat doivent être respectées.

Dekret

vom

zur Verlängerung des Dekrets über die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 20. Mai 2003;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1 Änderung

Das Dekret vom 11. November 1999 über die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse (SGF 141.1.1) wird wie folgt geändert:

Art. 9

Aufgehoben

Art. 10 Abs. 1 und 2

¹ Der Staatsrat wird mit dem Vollzug dieses Dekrets beauftragt, das am 1. Januar 2000 in Kraft tritt und am 31. Dezember 2009 ausläuft. Die Speisung des Fonds beginnt am 1. Januar 2001 und endet am 31. Dezember 2009.

² Die Gemeinden, die einen Zusammenschluss planen und in den Genuss einer Finanzhilfe kommen möchten, müssen Ihr Gesuch vor dem 31. Dezember 2004 beim Staatsrat einreichen. Die Gemeindeversammlungen oder Generalräte müssen bis spätestens 30. April 2005 über die Fusionsvereinbarung abgestimmt haben. Der Zusammenschluss muss spätestens am 1. Januar 2006 in Kraft treten. Im Übrigen müssen die vom Staatsrat festgelegten Bedingungen eingehalten werden.

Art. 2 Entrée en vigueur

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

² Ce décret est soumis aux referendums législatif et financier facultatif.

Art. 2 Inkrafttreten

¹ Der Staatsrat legt das Datum für das Inkrafttreten dieses Dekrets fest.

² Dieses Dekret unterliegt dem Gesetzes- und dem fakultativen Finanzreferendum.